

FACT CHECKING **de l'initiative des 10 millions**

**Nous déconstruisons les
pires arguments de l'UDC**

Nous déconstruisons les pires arguments de l'UDC pour vous

Il y a quelques semaines nous avons demandé aux lecteur·ices de notre newsletter quels étaient les pires arguments de l'udc pour que nous réfléchissions à comment au mieux les contredire. Nous reproduisons ici vos questions et nous y répondons. Nous vous indiquons également d'autres ressources pour poursuivre la réflexion.

Sommaire

#1 Dichtestress (angoisse liée à la densité).....	2
#2 Pression sur le marché immobilier	4
#3 Tout est de la faute des requérant·es d'asile.....	6
#4 Criminalité et violence	8
#5 Perte de la culture	10
#6 Il est important d'envoyer un signal fort.....	12

#1 Dichtestress (angoisse liée à la densité)

« Les gens trouvent qu'il y a de plus en plus de monde qui envahit les rues, par exemple dans les villes et les agglomérations. Il faudrait y mettre un frein à cause de la pénurie de logements, des embouteillages trop importants et de la surpopulation. »

« Le pire argument de l'UDC, c'est qu'il y a déjà trop de monde en Suisse ! Parce que c'est malheureusement le cas, n'est-ce pas ? »

« On remarque partout qu'il y a beaucoup plus de monde en Suisse : dans les transports publics bondés, dans les embouteillages interminables, dans les lieux d'excursion prisés, lors des courses du samedi. »

L'argument du Dichtestress (l'angoisse liée à la densité) est mobilisé depuis très longtemps par l'UDC pour servir ses agendas xénophobes. Et il est vrai que la densité de population en Suisse n'a cessé d'augmenter ces dernières années. En revanche, la densité de population des Pays-Bas, dont la superficie est similaire, est presque deux fois plus élevée. Même en Allemagne, la densité de population réelle est supérieure à celle de la Suisse. Le sentiment de surpopulation parfois ressenti repose donc sur une impression subjective, et non sur une base réelle.

De plus, la densité de population n'est pas forcément couplée avec la qualité de vie. Zurich et Genève sont deux villes parmi les plus densément peuplées de Suisse, avec respectivement 5'800 et 13'000 habitant-es au kilomètre carré. Et pourtant, dans le [classement mondial des villes où il fait bon vivre](#), Zurich occupe la deuxième place et Genève la cinquième. À noter que Copenhague, qui occupe la première place du classement, a une densité de 6'800 habitant-es par kilomètre carré. La qualité de vie dans une ville ne dépend donc pas premièrement du nombre d'habitant-es mais de la stabilité, l'accès à la santé, à la culture, à l'éducation et à la protection de l'environnement, en bref, des investissements étatiques dans la qualité de vie. Il est à noter aussi que les 5 premières villes du classement ont toutes un gouvernement marqué à gauche.

Cela n'empêche cependant pas que parfois les trains soient bondés, qu'il est par exemple difficile de trouver une place le matin entre Zurich et Berne ou entre Genève et Lausanne dans les Intercity fréquentés par les pendulaires. Selon les cff, le [taux d'occupation moyen des trains s'élevait en 2025 à 27,8%](#) (en très légère augmentation par rapport aux années précédentes). Nous sommes donc plus face à un problème d'organisation que de ressources. Des flexibilisations des heures ou des jours de travail, l'introduction de la semaine de 4 jours, de plus importants investissements dans la mobilité douce seraient des solutions à l'occupation des trains. Mais cela, l'UDC ne veut pas en entendre parler.

Cela n'empêche pas non plus que les lieux de loisirs, comme les piscines, les rives des lacs ou des rivières soient également très fréquentés les weekends et pendant les vacances. Mais là aussi il conviendrait d'imaginer des manières de rendre les lieux de loisirs plus accessibles dans les villes. Plus d'espaces verts, plus de lieux où faire du sport, la gratuité des musées, etc. Mais ce sont des projets dont on entend rarement les initiant-es contre la Suisse à 10 millions parler.

Mais surtout, il convient de se rappeler que l'augmentation démographique actuelle va très bientôt être freinée. L'office fédéral des statistiques a élaboré [trois scénarios du développement de la population en Suisse](#). Le scénario de référence ainsi que le scénario bas prévoient que l'augmentation de la population soit freinée de manière importante après que la population suisse atteigne les 10,5 millions d'habitant-es. À partir de ce moment-là la population suisse va plutôt stagner qu'augmenter.

En bref

L'argument du « Dichtestress » utilisé par l'UDC repose davantage sur une impression subjective que sur la réalité, car la densité suisse (285 hab./km² sur les surfaces productives) reste inférieure à celle de ses voisins comme les Pays-Bas ou l'Allemagne, tandis que des villes très denses comme Zurich et Genève figurent parmi les meilleures au monde pour la qualité de vie. Les problèmes de saturation dans les transports ou les loisirs relèvent ainsi davantage de défis d'organisation et d'investissement dans la mobilité douce ou les espaces verts que d'une surpopulation structurelle, d'autant que les projections démographiques annoncent un ralentissement de la croissance une fois le cap des 10,5 millions d'habitant-es atteint.

Pour aller plus loin

https://www.instagram.com/reel/DYbuzqgtgOS/?utm_source=ig_web_copy_link&igsh=MzRIODBiNWFIZA==

#2 Pression sur le marché immobilier

« Un argument qui trouve un écho dans mon entourage est celui des logements, c'est-à-dire l'idée que l'arrivée de plus de personnes migrantes réduit le nombre de logements locatifs abordables sur le marché. »

La mobilisation de l'argument du logement par l'UDC est peut-être le plus hypocrite de tous. Comme le révèle l'asloca, sur les 21 membres du comité d'initiative « Non à une Suisse à 10 millions d'habitants », 14 ont des liens directs avec l'économie immobilière.

Ce ne sont pas les locataires qui fixent les prix des loyers, mais les propriétaires. La vacance des logements n'a pas de lien direct avec le prix des loyers et la vacance des logements n'a pas de lien non plus avec le nombre d'habitant·es en Suisse. Ce qui détermine la construction ou non des logements, ce sont les taux d'intérêts, c'est-à-dire si des profits peuvent être réalisés.

Il est également questionnant d'accuser la population étrangère de prendre la place dans les logements quand on sait que les personnes étrangères occupent des espaces plus petits. [Les logements occupés exclusivement par des personnes étrangères comptent en moyenne 14 mètres carrés de moins par personne que ceux occupés exclusivement par des Suisses.](#)

La nationalité ou l'origine ne sont de toute façon que des variables secondaires, ce qui est déterminant c'est le revenu et la fortune. Les personnes les plus riches occupent le plus de place. L'habitat suisse est très peu dense. Plus de trois quarts des 1,8 millions d'immeubles à usage d'habitation sont uniquement composés d'un ou deux logements. Ce type d'immeuble est habité par 40% de la population. En Suisse, 60% des habitations sont des maisons individuelles, qui n'accueillent que 27% de la population. En outre, la moitié des maisons à un ménage sont occupées par 2 personnes ou moins.

Une étude montre qu'une meilleure planification permettrait de loger aisément deux millions de personnes supplémentaires en Suisse [en densifiant uniquement 30% des surfaces urbaines actuelles.](#)

De nouveau, s'il est vrai que la question du logement est brûlante en Suisse et qu'il est difficile de trouver des logements, et encore plus difficile de trouver des logements abordables, les solutions existent. Elles ne sont pas à trouver du côté d'une limitation de la population étrangère, mais bel et bien dans l'application plus stricte du droit du logement et dans une planification urbaine raisonnée. Deux domaines où nous peinons à trouver des partisans de l'UDC.

En bref

La mobilisation de l'UDC sur le logement est hypocrite : sur les 21 membres de leur comité d'initiative, 14 ont des liens avec l'économie immobilière, secteur où ce sont les propriétaires et les taux d'intérêt, non le nombre d'habitants, qui fixent les prix. Accuser la population étrangère est infondé car elle occupe des espaces plus petits que les Suisses ; le vrai déterminant est la fortune, dans un pays où l'habitat peu dense (majoritairement des maisons individuelles) gaspille l'espace. Une meilleure planification permettrait de loger deux millions de personnes supplémentaires en densifiant seulement 30 % des surfaces urbaines : la solution n'est pas de limiter la population étrangère, mais d'appliquer strictement le droit du logement et de mieux planifier l'urbanisme, deux domaines où l'UDC brille par son absence.

Pour aller plus loin

<https://www.asloca.ch/actualites/asloca-appelle-a-voter-non-a-initiative-chaos>

<https://www.swissinfo.ch/fre/politique-suisse/seule-une-minorit%C3%A9-des-trains-suisse-sont-suroccup%C3%A9s-et-surtout-en-2e-classe/91398304>

#3 Tout est de la faute des requérant·es d'asile

« L'argument principal de l'UDC sera sans doute – comme toujours – que ce sont bien sûr les demandeur·ses d'asile qui sont « responsables » du fait que nous dépassons la barre des 10 millions ; il y en a beaucoup trop dans le pays ; trop peu de renvois ; trop peu d'expulsions, etc. Or, ce n'est pas vrai. Le capitalisme exige toujours plus de main-d'œuvre – même si je trouve que la dynamique de la mondialisation va dans la mauvaise direction. Mais comme je l'ai dit : bien sûr, ce sont les demandeur·ses d'asile qui sont responsables »

Il est étonnant, pour une initiative qui parle de démographie, que le thème de l'asile revienne si souvent. Il ne s'agit que d'une instrumentalisation malhonnête. Les personnes du domaine de l'asile ne représentent qu'une partie infime de la population globale et de la population étrangère et ne sont en aucun cas responsable de la croissance démographique.

Les personnes relevant du domaine de l'asile traditionnel ne représentent que 1,7% de la population totale, et 7% de la population étrangère. Si nous y ajoutons les personnes ayant fui l'Ukraine, bien qu'elles ne soient pas passées par le système d'asile, toutes les personnes venues en Suisse pour y demander protection représentent 2,4% de la population totale et environ 12% de la population étrangère.

S'il est beaucoup question de l'asile dans la campagne de l'initiative « Non à une Suisse à 10 millions d'habitants », c'est parce que l'UDC prépare déjà le terrain de la prochaine initiative « Pour la protection des frontières » qui est une attaque encore plus frontale contre la démocratie. Elle vise notamment à limiter l'octroi de l'asile à 5'000 personnes par année.

Les personnes requérantes d'asile sont des cibles faciles pour l'extrême droite. Elles n'ont pas de lobby et ne sont pas considérées comme "productives" pour la société suisse, puisque contrairement aux personnes de l'UE, elles ne sont pas issues d'une migration de travail. Mais cette vue simpliste efface la fonction démocratique cruciale du droit d'asile dans nos sociétés modernes. La Convention de Genève sur le statut de réfugié a été entérinée en 1951, au lendemain de la guerre mondiale. Il s'agissait de ne pas réitérer les erreurs passées et de protéger efficacement, en tant que communauté internationale, les victimes des autoritarismes et du fascisme, dont on ne doutait pas à l'époque qu'il pourrait revenir très vite. De plus, accorder l'asile à des ressortissant·es en danger dans leur propre pays a une fonction correctrice. En reconnaissant le besoin de protection, les États reconnaissent le caractère anti démocratique du pays en question. Le fait que ce droit et ce mécanisme-là soit affaibli est très inquiétant. La Suisse n'est d'ailleurs pas en reste: pour garantir "la crédibilité du système d'asile", elle a invité en Suisse une délégation du régime taliban, pour pouvoir identifier ses ressortissants et les expulser plus facilement.

Plutôt que de continuer à accuser les requérant·es d'asile de tous les maux dans la société, il serait plus pertinent de réfléchir à la manière dont ce droit pourrait être adapté aux défis actuels. De même, le système d'asile suisse est très insatisfaisant. Les procédures sont longues et arbitraires, l'accès à la formation et au travail fait encore défaut et l'accent est mis sur les possibilités d'expulsion plutôt que sur les besoins de protection. L'omniprésence du discours d'extrême droite, tel que relayé par l'UDC empêche de penser. L'énergie et les ressources dont dispose ce parti seraient bien mieux investies à chercher des manières constructives de penser l'accueil, la protection et l'inclusion dans la société des personnes en fuite.

En bref

L'instrumentalisation du thème de l'asile par l'initiative « Non à une Suisse à 10 millions » est malhonnête, car les requérant·es ne représentent que 2,4 % de la population totale, une proportion minime utilisée par l'UDC pour préparer une future offensive contre le droit d'asile lui-même. En ciblant ces personnes vulnérables, l'extrême droite occulte la fonction démocratique cruciale de l'asile, héritage de la Convention de Genève de 1951 visant à protéger les victimes de régimes autoritaires, tandis que la Suisse affaiblit ce droit par des pratiques controversées comme l'accueil de délégations talibanes. Plutôt que de désigner des boucs émissaires, il serait urgent de réformer un système actuel trop lent et centré sur l'expulsion, afin de privilégier des solutions constructives d'accueil et d'inclusion conformes à nos valeurs démocratiques.

Pour aller plus loin

<https://asile.ch/2026/05/01/une-suisse-a-10-millions-a-cause-de-lasile/>

#4 Criminalité et violence

« Lors d'une soirée de présentation de l'ouverture prochaine d'un centre pour requérant-es d'asile une mère de trois filles a avancé « l'argument » selon lequel elle avait peur pour ses filles, car des « hommes étrangers » allaient arriver qui ne sauraient pas quoi faire de leur temps libre. »

« Si quelqu'un a déjà eu une mauvaise expérience avec un(e) demandeur(se) d'asile (par exemple, des jeunes femmes, souvent accompagnées des hommes d'Afrique du Nord ou d'Afghanistan) et qu'il étend ensuite ce sentiment négatif à tous les « demandeurs d'asile », comment faut-il réagir ? Après de mauvaises expériences, la plupart d'entre nous ont malheureusement tendance à généraliser. Ce qui est bien sûr injuste et faux. Il m'a fallu vieillir pour le comprendre. »

L'UDC adore les faits divers, et les statistiques. Et évidemment, elle manie les deux n'importe comment. Peut-être avez-vous déjà vu passer ces vignettes où est relaté un crime effroyable, assorti du commentaire "Nouvelle réalité?". Ce sera vraisemblablement le point central de la stratégie de l'UDC pour la campagne de son initiative "Pour la protection des frontières". Chaque fait divers, petit ou grand, sera ainsi utilisé pour semer la peur et nous faire croire que nous sommes en danger, même dans la paisible suisse.

Et ces faits divers, ils seront assortis de "faits" et de statistiques. Par contre, aucune d'entre elles ne sera utilisée à bon escient. L'intérêt des statistiques est de rassembler des données quantitatives, pour se faire une idée globale d'une situation et dégager les tendances les plus importantes. Brandir des chiffres au hasard, mal les additionner ou les donner hors contexte n'apporte scientifiquement absolument rien.

Pourtant, une analyse statistique rigoureuse permet de comprendre les déterminants de la criminalité et permettrait, pour peu que l'on fasse cela sérieusement, d'envisager des politiques publiques qui empêcheraient plus de crimes d'être commis. Ce que toutes les statistiques criminelles montrent, c'est que le comportement criminel dépend de quatre critères: le sexe, l'âge, le niveau socio-économique et le niveau de formation. Concrètement, ce sont plutôt des hommes jeunes, défavorisés économiquement et ayant fait peu d'études qui sont amenés à commettre le plus de crimes.

S'il est vrai que les personnes étrangères, et les personnes relevant de l'asile sont surreprésentées dans les statistiques criminelles, c'est qu'elles sont également surreprésentées dans les catégories des hommes jeunes, pauvres et peu formés. Un exemple criant: les personnes étrangères sont majoritaires dans les prisons suisses. Pour comprendre pourquoi, il faut ajouter deux données à l'équation: 50% des personnes en exécution de peine dans les prisons suisses le sont parce qu'elles n'ont pas d'argent (soit elles purgent une peine de substitution soit une peine pécuniaire) et 20% y sont pour des infractions à la loi sur le séjour. Un crime que les personnes suisses ne peuvent pas véritablement commettre.

La question des violences faites aux femmes est très importante. Nous prédisons d'ailleurs pour la campagne sur la protection des frontières que l'UDC et ses partisans vont à nouveau se découvrir un féminisme inédit. Il sera question de protéger les femmes contre les « agresseurs étrangers » ou la « criminalité importée ». Ce sera la variante suisse du fémonationalisme qui est une des armes les plus utilisées par l'extrême droite en ce moment. Une manière particulièrement énervante de se réapproprier le travail des féministes. Il est très important de rester réveillé-es et de se rendre compte que cette offensive soi-disant féministe de la part de la droite est en fait un auto-goal et nuira à terme à toutes les victimes de violences sexistes et sexualisées.

En se focalisant uniquement sur les agresseurs étrangers, on oublie également toute une partie des victimes. En créant le bon agresseur, on crée aussi la bonne victime. Qu'arrivera-t-il à toutes les femmes qui seront agressées par des hommes suisses et respectables? Seront-elles crues? Les violences sexistes et sexualisées sont à prendre au sérieux et le ressenti et les besoins des victimes doivent être au centre des préoccupations. Nous avons besoin de politiques publiques qui mettent en place des mesures qui permettent de défendre toutes les victimes et qui empêche tous les agresseurs d'agir. Il suffit de jeter un coup d'oeil au comportement de vote de l'UDC sur les sujets portant sur la violence faites aux femmes des dernières années pour constater que le sujet ne les a jamais vraiment intéressés s'il ne permettait pas de nourrir leurs agendas racistes.

En bref

L'UDC instrumentalise faits divers et statistiques pour alimenter sa campagne « Pour la protection des frontières », semant la peur par une utilisation hors contexte des chiffres qui occulte les véritables déterminants de la criminalité : le sexe, l'âge, la précarité et le faible niveau de formation. La surreprésentation des étrangers dans les statistiques s'explique par leur concentration dans ces catégories vulnérables et par des infractions spécifiques comme les délits de séjour, tandis que la moitié des détenus purgent des peines liées à la pauvreté. Cette stratégie s'accompagne d'un « fémonationalisme » opportuniste visant à protéger soi-disant les femmes des agresseurs étrangers, une approche qui nuit à toutes les victimes de violences sexistes en invisibilisant celles commises par des Suisses et en détournant l'attention du manque d'engagement réel de l'UDC sur ce sujet.

Pour aller plus loin

Miriam Suter und Natalia Widla "Gewalt gegen Frauen ist kein Import, sie ist hausgemacht", in [Migrationsland Schweiz](#) von Denknetz (p.173).

#5 Perte de la culture

« Étant moi-même d'origine allemande, je perçois encore parfois en Suisse alémanique un certain rejet face au fait que le schwyzois soit évincé des écoles et

de la « culture suisse », et que des Allemands occupent également des postes à responsabilité (par exemple dans les hôpitaux ou dans le domaine culturel). Je rappelle alors que le multilinguisme fait traditionnellement partie de la culture suisse.»

« Un argument que j'ai entendu récemment et auquel j'ai eu du mal à répondre est le suivant : les enfants musulmans envahiraient nos écoles. L'argument est alors bien sûr que cela va continuer ainsi et que nous serons bientôt davantage un pays musulman qu'un pays « chrétien ». »

La peur de la perte de sa propre culture est un motif récurrent, qui est d'ailleurs constamment mobilisé par la pensée d'extrême-droite. Elle était déjà au cœur de la campagne pour l'initiative Schwarzenbach dans les années septante. On craignait alors que si la population étrangère (alors de 17,2%) augmentait, la Suisse n'aurait plus le même visage.

Cette idée repose sur une perception de la culture comme quelque chose d'immuable ou de figé. Mais c'est oublier que toutes les sociétés, toutes les cultures évoluent. Et tant mieux. Rappelons que jusqu'à 1971 les femmes en Suisse n'avaient pas le droit de vote, que le viol conjugal n'était pas puni jusqu'en 2004 et que la peine de mort en droit militaire n'a été abolie qu'en 1992.

Rappelons également que la Suisse telle que la connaissons n'est pas issue d'un seul peuple, mais d'un tissu d'alliances, commerciales et militaires, entre différentes villes et communautés rurales, qui ont mené à l'État fédéral que nous connaissons désormais. En Suisse, nous n'avons pas de langue commune, mais quatre langues officielles et des dizaines de dialectes vivants, des traditions culinaires qui varient selon les cantons, des confessions majoritaires qui varient selon les cantons et quatre médias publics différents. Rappelons d'ailleurs que les conflits confessionnels semblaient irréconciliables avant le Sonderbund alors que maintenant si cela se trouve vous ne connaissez même pas la confession (ou absence de confession) de votre voisin de palier.

Les personnes musulmanes sont spécialement montrées du doigt quand il est question d'influence culturelle. Elles sont spécialement visées par des campagnes politiques, comme l'interdiction des minarets ou l'interdiction de se cacher le visage. Pourtant, ces deux votations avaient mis en scène des problèmes imaginaires. Il y avait exactement quatre minarets en Suisse au moment de la votation. Quant aux femmes portant une burqa en Suisse, le phénomène était limité à quelques touristes en été.

Le paysage religieux suisse n'est pas monolithique. La chrétienté est largement majoritaire en Suisse, avec 32,1% de la population se disant catholique et 20,5% protestante. 5,6% de la population suisse se réclame d'autres communautés religieuses chrétiennes. Mais la plus grande évolution est l'augmentation des personnes sans religion, qui est passée de 1% en 1970 à 33,5% en 2022. Les deux

#6 Il est important d'envoyer un signal fort

« Je me fiche des faits, je veux juste envoyer un signal. Ça suffit maintenant. »

Cette affirmation est celle qui résume peut-être le mieux la position et la volonté de l'UDC avec cette votation populaire. Car il est bien probable que même si elle est acceptée, elle ne puisse pas être véritablement appliquée. Comme d'ailleurs d'autres initiatives de l'UDC par le passé.

De plus, [le Blick a révélé récemment que l'UDC gonflait les chiffres de son argumentaire](#) distribué sous forme de tout ménage. Comme l'a analysé asile.ch à la demande de la journaliste, le nombre de personnes sur le territoire relevant de l'asile a été triplé dans le petit journal que le parti a distribué à une très grande partie des ménages en Suisse.

Et de manière générale il est important de se rendre compte de ce que l'UDC et les autres partis qui lui emboîtent le pas font à notre politique migratoire. [En 56 ans, la population qui a le droit de vote a été invitée à se prononcer sur 10 initiatives de limitation de la population étrangère et 10 autres concernant les personnes étrangères en Suisse](#). Nous nous sommes vraisemblablement le peuple au monde qui doit le plus donner son avis sur les personnes étrangères. Et nous devrions donc être les mieux informé-es à ce sujet de la galaxie. Ce n'est pas le cas, car nous l'avons vu notamment grâce à ce fact-checking. Les forces politiques hostiles à la migration et aux personnes étrangères squattent depuis longtemps le discours public. Nous devons à chaque fois (re)commencer par démentir des affirmations que des partis de milliardaires essaient dans l'opinion publique, grâce aux moyens démesurés dont ils disposent.

Et pendant ce temps, il n'y a aucune véritable réflexion sur une politique migratoire qui soit réaliste, adaptée à la situation actuelle, aux défis que représentent une société dans laquelle les inégalités économiques grandissent encore plus rapidement que la population. Cette initiative de l'UDC empêche de penser. Il est grand temps que les votations populaires (re)deviennent de véritables espaces de débat et d'information du grand public.

Pour aller plus loin

<https://www.sosf.ch/de/article/menschen-sind-nicht-das-problem>